

Comores-coup-Djohar prév
Le président comorien contraint à un séjour indéterminé à La Réunion
(PHOTO+COULEURS)
Par Idriss Issa

SAINT-DENIS-DE-LA-REUNION, 6 oct (AFP) - Le président comorien Saïd Mohamed Djohar, transporté à La Réunion par les forces françaises lors de leur intervention à Moroni pour mettre fin au coup d'Etat de Bob Denard, est contraint à un séjour d'une durée indéterminée sur l'île française, selon des sources informées.

Sa fille, Lélie Djohar a affirmé que les autorités françaises n'avaient pas laissé le choix à son père, lorsqu'il a été évacué mercredi 4 octobre de Moroni, la capitale des Comores.

Cet exil apparaît, selon les observateurs à La Réunion, comme une mise à l'écart du président Djohar de la vie politique comorienne au profit du Premier ministre Caabi El Yachroutu qui, avec le soutien de la France, apparaît plus que jamais comme l'homme fort du régime.

Dans une interview au Journal de l'île de La Réunion, publiée vendredi, Lélie Djohar, jointe par téléphone à Moroni, a déclaré qu'on n'avait "pas laissé" à son père "le choix de rester ou partir" des Comores.

"On lui a dit que pour des raisons de sécurité, il fallait qu'il parte" à Mayotte ou à la Réunion, a ajouté sa fille. "Je suis frustrée que Bob Denard ait pu négocier et qu'on n'ait pas laissé à Djohar le choix de négocier, ne serait-ce qu'une visite à sa famille".

Retenu prisonnier dès les premières heures du coup d'Etat, le 28 septembre, par les mercenaires de Bob Denard, le président Djohar avait été libéré par les militaires français mercredi pour être aussitôt placé dans un Transall de l'armée de l'air à destination de La Réunion.

Agé de 80 ans, il y a été hospitalisé pour subir officiellement "un bilan de santé général". Mais sa fille a affirmé qu'il n'a "jamais été malade". Il "n'est pas un vieillard malade", mais "un sportif, un homme qui bouge beaucoup, adore la pêche et la chasse", selon elle.

L'homme fort du régime

Après 24 heures passées au CHD de Bellepierre, le président comorien a été transféré vendredi dans une coquette villa préfectorale dans le petit village d'Hell-Bourg, sur les hauteurs de l'île pour une durée indéterminée, a-t-on appris de source informée.

Destinée officiellement à chasser les mercenaires de l'Archipel en vertu d'un accord de défense passé en 1978 entre la France et les Comores, l'intervention s'est traduite également par l'accession à la tête du pays de Caabi El Yachroutu qui, réfugié à l'ambassade de France, s'est proclamé

président de la République.

Le Premier ministre s'est référé à l'article 27 de la constitution comorienne, qui prévoit que le Premier ministre supplée le président en cas d'empêchement de ce dernier.

Deux jours auparavant, alors que le président Djohar était encore retenu par les putschistes, il l'avait considéré "définitivement sur la touche" annonçant son intention de constituer un gouvernement d'union nationale pour organiser de nouvelles élections.

Pour beaucoup d'observateurs, le Premier ministre comorien apparaît ainsi désormais comme le seul homme fort du régime, ayant réussi à se débarrasser d'un président impopulaire ainsi que de deux des principaux leaders de l'opposition qui s'étaient ralliés à Bob Denard.

II/ml/cc

AFP 061456 OCT 95